



LETTRE D'INFORMATION DES DIRECTEURS – N°135 du 31 Mars 2010

1 – NOUVELLES DE LA FEDERATION
DES DIRECTEURS

Le 44^{ème} Congrès Commune LES ALLUES – MERIBEL se tient les 8/9 Avril sur le thème RESPONSABILITES DU DIRIGEANT ET ENJEUX DE LA TERRITORIALISATION

Une réunion s'est tenue le 31 Mars sous la Présidence de la D.G.A.L.N. pour le projet de décret « **portant dispositions particulières applicables aux personnels employés par les O.P.H. et notamment relatives aux institutions représentatives qui leur sont communes et à l'exercice du droit syndical.** ».

Dernière réunion autour des décharges d'activité de services, de la représentation syndicale dans les structures actuelles de la FPT, de la commission disciplinaire....

Ce texte se substituera au décret de 1993 et devrait paraître vers le mois de Septembre (passage en C.S.F.P.T. et Conseil d'Etat).

2 - NOUVELLES DES ASSOCIATIONS
REGIONALES

L'Association OUEST a tenu une Assemblée Générale le 26 Mars 2010 à Rennes sous la Présidence de Bernard GRAVOUIL avec la participation de 44 collègues.

Les travaux ont portés principalement sur : la vie de l'association, les questions d'actualités (C.U.S., vente de patrimoine, enquête d'occupation du parc social) , restitution d'une enquête sur les conditions d'accueil des locataires et candidats locataires par ALCEANE, les I.R.P. avec le rôle et la composition des différentes instances au niveau national, et **la mise en œuvre du décret DG – chacun a pu s'exprimer et le souhait de nouvelles données au niveau national a été formulé** (tel le niveau des rémunérations, partie fixe et variable, en fonction de la taille de l'Office).

3 – LES TEXTES PARUS

Loi n°2010- 241 du 10 Mars 2010 relative au service civique. A pour objet de **renforcer la cohérence nationale et la mixité sociale**, et offrir à toute personne volontaire l'opportunité de servir les valeurs de la République. Il s'agit d'un engagement en faveur d'un projet collectif en effectuant une mission d'intérêt général auprès d'une personne morale agréée.

Décret n°2009-1680 du 30 Décembre 2009 relatif au prélèvement prévu par l'article L.423-14 du C.C.H. et à la transmission dématérialisée des comptes annuels des organismes d'HLM.

Arrêté du 8 Mars 2010 (J.O. du 17.3) désignant la **plateforme informatique** mentionnée aux articles R.423-24, R.423-28 et R.423-78 du C.C.H.

Utilisation de **l'application Harmonia** pour la transmission des états réglementaires (rapport d'activité et compte financier) au Ministère chargé du logement.

Décret n°2010-304 du 22 Mars 2010 pris pour l'application des dispositions d'urbanisme de la loi du 25 Mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.

Mise en œuvre de la loi M.O.L.L.E. à travers les dispositions de **planification urbaine**.

Prévoit de faciliter les opérations de construction de logements, en les prenant en compte dans le schéma de cohérence territoriale (SCOT). Mise en place du programme urbain de partenariat (PUP).

Arrêté du 16 Mars 2010 (J.O. 23.3) fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant **l'énergie radiative du soleil**.

Arrêté du 16 Mars 2010 (J.O. du 23.3) relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant **l'énergie radiative du soleil** telles que visées par l'article 2 du décret 2000-1196.

Les installations mises en service avant le 15.1.2010 bénéficient des conditions d'achat antérieures.



FÉDÉRATION NATIONALE DES DIRECTEURS D'OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT (OPH)

Multiplication (et complexification) des tarifs dans le but exprès de couper court au volume inattendu de demandes.

Arrêté du 19 Mars 2010 (J.O. 21.3) modifiant l'arrêté du 2.12.1986 relatif aux mesures de publicité des prix applicables dans certains secteurs professionnels.

Liste minimale des prestations incluses dans le forfait annuel pour les syndics de copropriété à partir du 1.7.2010.

4 – LES PROJETS QUI BOUGENT

La proposition de loi pour le développement des **sociétés publiques locales (S.P.L.)** a été adoptée en première lecture par le Parlement. La motivation de ce texte, qui vise à la création de sociétés compétentes pour réaliser des opérations d'aménagements, de construction ou pour exploiter des services publics, est la liberté de contracter conformément aux exigences communautaires en renforçant la capacité d'action des collectivités publiques pour agir plus rapidement (plus de recours au C.M.P. par exemple).

Le programme des « **maisons à 100.000 euros** » avait pour principal objectif le développement d'une offre de logements en accession à la propriété répondant aux besoins et aux capacités financières des ménages modestes. Les Pass-foncier sont au nombre de 8365 à fin 2009, avec notamment l'extension aux logements collectif. La montée en régime du dispositif est donc incontestable et l'objectif de 30.000 pour la fin 2010 en voie d'être atteint.

5 - C'EST DANS L'AIR

Le Gouvernement promet **d'améliorer les statistiques de la construction et du logement**. Le Secrétaire d'Etat considérant le manque d'accès à des données locales, le manque de réactivité et d'indicateurs conjoncturels avancés, s'engage sur l'application de 27 mesures conduisant à une amélioration de l'outil statistique.

Le Gouvernement entend engager une vaste **réforme des aides à l'accession à la propriété** à l'automne. Celle-ci pourrait prendre

la forme d'un versement unique en remplacement du crédit d'impôt.

L'objectif est de permettre à chaque français d'accéder à la propriété (au lieu de 58 % de propriétaires actuellement).

Proposition de loi déposée par un sénateur tendant à **autoriser les consommateurs à retourner au tarif réglementé de l'électricité**.

6 - LU POUR VOUS

Parution sous l'égide du MEDEF du « **livre blanc sur le mieux disant dans la commande publique** ». A pour ambition d'être un guide d'application à l'attention des entreprises et des acheteurs publics pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse. www.medef.com/actualites/browse/6.html

Le Secrétaire d'Etat au logement se prononce contre **un moratoire sur les expulsions locatives** considérant que c'est un contre signal adressé à l'ensemble des propriétaires français. (Le Moniteur du 8.3).

La défenseure des enfants s'inquiète de la reprise des expulsions locatives de familles avec des enfants et des difficultés de mise en place du droit au logement opposable (Le Monde du 19.3).

Un rapport de la Commission des finances du Sénat souligne l'urgence d'une **meilleure cohérence territoriale entre la politique de la ville et l'action de l'éducation nationale**. Alors que 3 élèves sur 4, habitants des ZUS relèvent de l'éducation prioritaire, 3 élèves sur 4 de l'éducation prioritaire sont en dehors des ZUS.

7- BREVES

L'**allocation pour adulte handicapé** est portée de 696,63 € à **711,95 €** à compter du 1.9.2010.

Dans le cadre du **PLAN ESPOIR BANLIEUE** plus de **26000 contrats** d'autonomie signés.

Le prix du **gaz** augmente **de 9,70 %** au 1^{er} Avril.